

  
 AMBASSADE  
~~LEGATION~~ DE SUISSE  
 EN ISRAËL

TEL-AVIV, le 21 octobre 1958

Téléphone 66689  
 Achad Haam Street 52

Réf. R.P. No 27

Confidentiel

Monsieur Max Petitpierre,  
 Conseiller Fédéral,  
 Chef du Département politique fédéral,  
B e r n e .

Israël et la situation  
 au Moyen-Orient .

---

Monsieur le Conseiller fédéral,

Dans une conférence qu'il a faite à une réunion de la Ligue d'amitié Israël-Amérique, il y a quelques jours, le directeur-général-adjoint du M.A.E. (X, ancien Ambassadeur d'Israël au Canada) a déclaré que les rapports entre Israël et les Etats-Unis ont atteint "l'apogée de l'amitié", ajoutant que jamais les relations entre les deux pays n'ont été aussi cordiales depuis la création de l'Etat il y a 10 ans. Cette amitié, a encore affirmé X, revêt une signification particulière si l'on se rappelle qu'il y a moins de 2 ans, Israël était presque entièrement isolé face à un bloc puissant à la tête duquel se trouvaient les Etats-Unis, réclamant l'évacuation du Sinaï sans aucune condition. A cette époque, les relations entre les deux pays étaient si tendues que l'on pouvait craindre une rupture et la Maison Blanche menaçait Israël de sanctions.

Peu après l'évacuation du Sinaï, les relations israélo-américaines reprurent leur cours normal et un rapprochement des points de vue des deux Gouvernements n'a cessé de se produire depuis lors. Aujourd'hui, il n'existe presque plus de divergences de vues entre Jérusalem et Washington, "même en ce qui concerne la politique américaine au Moyen-



Orient, pour laquelle les deux pays maintiennent une étroite collaboration par le système de consultations sur toutes les questions d'intérêt commun".

Ce point de vue ne semble pas être entièrement partagé par Washington, qui conserve une certaine méfiance à l'égard des intentions d'Israël. En effet, un membre de l'Ambassade des Etats-Unis (Y), sans aucun doute sur l'ordre de son chef, a demandé à mon premier collaborateur, il y a 2 semaines, ce qu'on pensait en Suisse en ce qui concerne l'attitude israélienne au cas où la situation politique en Jordanie se modifierait en faveur de Nasser à la suite de l'évacuation des troupes britanniques. Selon Y, les autorités américaines considéreraient la situation comme grave et s'inquiéteraient d'autant plus que lors d'un entretien, qui a eu lieu à Londres il y a quelque temps entre le Secrétaire d'Etat Dulles, d'une part, et l'Ambassadeur israélien à Washington, Abba Evan, et le conseiller politique Shiloa, d'autre part, les deux porte-parole israéliens auraient catégoriquement déclaré à Dulles que si les Etats-Unis et les autres puissances occidentales admettent que Nasser continue sa politique d'agression et de mainmise sur les Etats arabes, Israël sera obligé de se considérer en état de légitime défense dès l'instant où le mouvement subversif atteindra la Jordanie. Pour des motifs stratégiques et de sécurité, Israël ne peut pas admettre que l'empire de Nasser s'étende également à la frontière israélo-jordanienne.

Mon premier collaborateur a répondu qu'il ne connaissait pas les vues du Gouvernement suisse à ce sujet, mais que, personnellement, il ne pensait pas que les choses se passeraient en Jordanie comme en Irak et que probablement la situation y évoluerait moins rapidement et moins violemment à la suite de l'intervention des Nations Unies et en particulier de M. Hammarskjöld. Il a ajouté qu'il doutait que le Gouvernement

de Jérusalem soit prêt à risquer une épreuve de force en ce moment avec les Etats arabes sans être assuré de l'appui occidental et notamment de celui des Etats-Unis.

Y. a alors fait observer que Washington ne partageait pas cet optimisme, car les avertissements israéliens avaient été très nets et les Américains pensent que Jérusalem pourrait fort bien mettre les Occidentaux devant un fait accompli très embarrassant. (On pourrait évidemment aussi admettre que les "avertissements" des Israéliens étaient avant tout un moyen de pression pour obtenir des garanties et d'autres avantages des Etats-Unis).

Peu après cette conversation, mon premier collaborateur a eu l'occasion de s'entretenir avec X qui a démenti catégoriquement qu'Israël avait l'intention de prendre des mesures quelconques d'ordre militaire, quelle que soit l'évolution de la situation en Jordanie. Mme Golda Méir a du reste donné toutes assurances à ce sujet à New-York aux Américains et aux Anglais, ainsi que lors de sa visite à Paris au Général de Gaulle. Depuis lors, elle a encore répété ces assurances devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.

X a encore exposé qu'Israël ne considérait pas la situation au Moyen-Orient comme très alarmante et ceci pour les motifs suivants :

Nasser doit faire en ce moment face à de sérieuses difficultés en Syrie où le mécontentement ne cesse de s'accroître, surtout au sein de l'élite de la population. En outre, il est loin d'avoir obtenu à Bagdad le succès qu'il avait escompté à la suite de la chute de l'ancien régime. Actuellement, un âpre combat triangulaire se livrerait dans ce pays : d'une part, les Nassériens qui, pour le moment, ont été éliminés par l'exclusion d'Aref, d'autre part, les communistes, dont l'activité est poussée par l'Ambassade so-

- 4 -

viétique dans un sens pro-russe sans l'entremise de Nasser, et, enfin, les actuels dirigeants, qui représentent une position indépendante. Ces derniers souhaiteraient en effet ne pas rompre avec l'Occident, auquel ils veulent continuer à vendre le pétrole. Ils redouteraient l'infiltration communiste, ce parti étant plus fort en Irak que dans les autres pays du Moyen-Orient. Enfin, ils se rendraient compte qu'en adhérant à l'U.A.R., ils seraient réduits à l'état de province, comme la Syrie, et leurs grandes richesses pétrolières ne manqueraient pas d'être utilisées pour surmonter les difficultés économiques de l'U.A.R., sans profit pour l'Irak. Au Liban, un réflexe de méfiance contre l'U.A.R. se manifesterait également de plus en plus. Au Soudan et en Tunisie, Nasser se heurterait aussi à des difficultés non négligeables. (Depuis lors, la Tunisie a déjà défini son attitude, comme vous le savez.)

Au surplus, X a confirmé que les relations entre Israël et l'Angleterre se sont considérablement améliorées depuis la chute de Nouri Saïd. De même, les Etats-Unis sembleraient disposés à moins ménager les susceptibilités arabes dans leur politique à l'égard d'Israël. Les deux puissances anglo-saxonnes se rendraient de plus en plus compte qu'au fond, au Moyen-Orient, elles ne peuvent compter que sur la Turquie et Israël. Quant au Gouvernement français, il a fait savoir en toute clarté à Jérusalem qu'il entendait maintenir ses bonnes relations avec Israël, en dépit des efforts entrepris en direction du monde arabe en vue de régler le conflit algérien.

Dans ces conditions, X est persuadé qu'Israël va laisser évoluer les choses et qu'aucun risque d'une nouvelle épreuve de force avec les voisins arabes n'existe aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

*E. Aron*